

La notion de peuple

Jean-Michel Vienne (in *Lettre de Peuple et Culture* n°29)

La réflexion qui suit est celle d'un philosophe, ce qui exclut d'autres approches, tout aussi honorables et utiles, comme celle du sociologue qui étudierait les déterminismes sociaux constituant les peuples, celle de l'historien qui étudierait les faits créateurs de peuples et leurs relations à travers les divers temps et lieux, celle du politologue qui étudierait le rapport entre les structures et projets politiques et les différents peuples existants' Le propos du philosophe porte sur l'analyse des concepts enveloppés dans la notion de peuple ; il s'interroge sur la façon dont ces concepts jouent entre eux, et sur ce qui se révèle dans ce jeu, notamment en quoi il est lié à des systèmes de valeurs' L'objectif reste pratique : prendre conscience des choix que nous faisons, et notamment des choix de valeurs, en utilisant de telle ou telle manière la notion de peuple. Que signifie parler de peuple quand on se préoccupe de culture populaire ?

Je propose un examen de nos façons de parler (et des pratiques qui en découlent) pour que nous soyons à même d'en choisir consciemment un usage responsable et pour caractériser ce que peut être une action dans le champ de la culture populaire.

Une remarque immédiate, déjà révélée dans le dossier préparatoire, dans les ateliers de ces journées d'étude : l'ambiguïté du terme peuple. Il va falloir la comprendre, mais non la réduire au nom d'une signification qui serait la norme : ce serait ignorer ce qui se joue quand justement on utilise le terme, ignorer les ambiguïtés qui sont véhiculées par notre façon de parler ; l'objectif est plutôt de **comprendre à quoi sert l'ambiguïté du terme**. Pour faire comprendre l'exercice auquel nous allons nous livrer, prenons un autre exemple : le terme de *normal* est également ambigu, mais chacun de nous joue sur cette ambiguïté pour identifier ce qui est coutumier avec ce qui est norme et faire ainsi de la coutume une norme (pour s'en tenir à un seul aspect de l'ambiguïté du normal). De même, nous nous interrogerons ici sur l'ambiguïté de peuple : de quoi est-elle symptomatique, et comment faire avec cette ambiguïté dans l'action culturelle, civique, politique, etc.

Je propose de procéder en trois temps, du plus statique au plus dynamique : inventorier d'abord les différents sens, puis analyser comment ils interfèrent, afin de dégager le sens de ces interférences. La thèse que je défendrai à travers ce parcours est empruntée à Rosanvallon, dont je recommande la lecture : *peuple* est une notion qui ne peut se comprendre que comme dynamique ; rigidifier le peuple, le considérer comme stable et définitif, est la source de diverses formes de populisme, et, en dernière instance, de fascisme. Le peuple n'est authentique que dans le dynamisme même qu'engendre son ambiguïté.

Inventaire des sens du terme

Travail fastidieux sans doute, mais nécessaire pour voir clair dans les sens du terme français (le grec distinguait mieux certains sens, aussi est-il pratique de renvoyer aux termes grecs correspondants).

- Le peuple = « On », sens apparemment le plus neutre ; indéfini, sans limite, donc désignant l'universalité de tous les gens, comme s'ils avaient tous des points communs – notamment désignés à travers des expressions comme « Ils se moquent du peuple » ; l'expression vise en fait à produire la solidarité du « on » et du « nous » (deux termes fréquemment confondus en français) contre les « ils » qui ne font pas partie du peuple.
- Les autochtones, les habitants d'un territoire (en grec : *ethnos*) ; le peuple est alors une notion géographique, à tendance scientifique et objective ; le peuple est défini par ses frontières, sa civilisation, sa langue. Mais cette objectivité est seulement de façade parfois : la géographie ne sert que de prétexte à une idéologie de promotion d'une nation, d'une culture, d'une langue ou au contraire de dévaluation de ces mêmes divisions (l'ethnologie est d'abord celle des peuples dits primitifs, inconscients, etc.).
- La populace (*ochlos*) est le lieu du danger, parce qu'incontrôlable ; c'est l'absence de structure, de hiérarchie, qui la définit. La populace est rejetée comme dépourvue de sens, de valeurs, par quelqu'un qui n'en fait pas partie mais qui a, lui, du sens et de la valeur et qui craint que la populace ne lui dérobe, ne lui fasse perdre, sens et valeurs (à commencer par ses richesses qui sont ses valeurs).
- Le prolétariat, les classes inférieures : ici encore la prétention est d'abord objective (dans le champ de la sociologie cette fois). Ce peuple n'est pas la populace, en ce qu'il est organisé, consciemment ou non, par ses conditions économiques, par ses conditions culturelles. Il entre très rapidement dans cette désignation, nous y reviendrons, une note de valorisation : le *petit peuple*, celui d'*en bas* est le lieu de la sagesse, ou au contraire l'objet de la commisération, deux formes opposées de paupérisme.
- Le peuple organisé (*demokratia*, *politeia*), est l'ensemble constitué des habitants d'un même territoire. Ce territoire peut être de dimensions diverses, depuis la ville (ou Cité) jusqu'à la Nation. Avec ce sens, on entre en politique et on suppose une conscience au moins élémentaire d'appartenance au même groupe, à travers des différences de statut économique. Le peuple en ce sens est, depuis Locke et Rousseau, le lieu de la souveraineté qui pourra fonder un État.

- Le peuple choisi (*laos*) : notion religieuse, après avoir été une notion synonyme de *populace*, de *masse*. Elle oppose l'encadrement (les acteurs, le gouvernement, les savants, les prêtres) à ceux qui sont encadrés. Mais le peuple devient par sa soumission même le lieu du salut, défini par un choix supérieur, notamment un choix divin : selon la Bible, Dieu a choisi le peuple le plus soumis, le plus asservi, pour en faire l'instrument de salut. Ce sens du terme peuple est évidemment celui qui, parmi les autres, inclut le plus de valorisation positive.

Cet inventaire manifeste qu'à chaque sens est lié un réseau d'autres termes spécifiques avec lesquels chacun entre en résonance et par lesquels il est caractérisé à la différence des autres ; pour n'en citer que quelques-uns : les termes d'ordre/désordre, de culture, de statut économique, de classe sociale, de territoire, de Nation, d'État, d'élection, de salut sont apparentés avec tel ou tel de ces sens de *peuple* et ainsi le définissent ; nous verrons que c'est dans l'échange de ces termes connotés que se joue l'ambiguïté du terme de peuple.

Mais inversement il existe un socle de termes connotés qui participent toujours (nécessairement ?) à la caractérisation du terme à travers les différents sens : un socle de termes qui définissent à minima le peuple.

D'abord le peuple s'oppose à l'individu : c'est une notion éminemment sociale. Mais le peuple exclut aussi la simple somme d'individus juxtaposés : le peuple est plus qu'une addition d'individus, plus qu'un tas, plus qu'un agrégat : le peuple suppose l'existence d'un collectif. Enfin ce collectif exclut, à son extrême opposée, l'organisation explicite, la hiérarchie promulguée, la structure mise en forme de loi consentie, l'État. L'unité du peuple est implicite, non dite, en voie de se dire, et c'est ce qui la distingue non plus des individus cette fois, mais des corps politiques organisés comme l'État ou l'association, l'Église, etc. Ajoutons qu'à chaque fois le terme est à tendance descriptive, objective, voire scientifique, mais que souvent est surajoutée une dimension de valorisation : en chaque sens, le peuple est un fait mais en même temps une valeur (ou une contre-valeur). Déjà l'ambiguïté apparaît dans ce simple inventaire.

Le mélange des sens

C'est cette ambiguïté qu'il faut maintenant prendre à bras le corps. Déjà, en essayant de distinguer différents sens, en essayant de dégager un noyau minimal de sens, des interférences ont été signalées. Quelles sont, maintenant, les contradictions qui structurent l'usage du terme de peuple ? Pour simplifier la réponse, présentons-la sous forme de paires de sens contradictoires.

- Peuple inclusif / peuple exclusif
 - Je suis dans le peuple, face à des pouvoirs, à des contraintes sociales, pour revendiquer une part des pouvoirs ou une liberté face aux contraintes ; être individu dans un peuple est pour moi source de droits et condition d'existence vraiment humaine.
 - Le peuple est face à moi, contestataire ; je lui suis extérieur et il me paraît une force violente qui menace ma liberté individuelle ; il est mené par des mouvements incontrôlés et suspects.
- Populace / peuple organisé
 - La populace violente doit être maîtrisée, éduquée, organisée, représentée, parce qu'incapable de s'organiser elle-même, de se former, de parler d'une seule voix cohérente et d'avoir une constance dans la décision ; la populace a au moins besoin de représentants, au mieux de guides (étymologiquement de démagogues : de conducteurs de peuple).
 - Le peuple organisé est le lieu de la démocratie (pouvoir du peuple, pouvoir au peuple) ; c'est de lui que dépend toute souveraineté, donc toute décision ultime ; il détient en dernière instance la vérité de son sort, qu'il est capable d'exprimer, notamment sous la forme du référendum populaire.
- Peuple sachant / peuple ignorant
 - Le peuple est déjà informé, il sait quel est son bien et il est nécessaire de le consulter car il sait et est seul à savoir.
 - Le peuple est ignorant : il faut une avant-garde qui l'éduque et qui lui permette d'exprimer ce qui est essentiel qu'il sait peut-être, mais qui est en lui caché, inné.
- Réalité sociale / notion idéale
 - Le peuple est une réalité sociale ; il est dominé par des mouvements inconscients provoqués par des besoins à satisfaire (du pain et des jeux), par des déterminismes économiques (rapports de production, salariat, etc.) que l'on peut connaître et utiliser pour le manipuler, comme un objet de pouvoir.
 - Le peuple est une notion politique définissant un idéal, une norme de la vie publique ; il est source et sujet du pouvoir et à ce titre au-delà de tous les conditionnements. Il n'est jamais observable empiriquement, sauf qu'il est présupposé dans tous les actes de la vie publique, comme une volonté générale que l'on constate et dont on prend acte.
- Réalité géographique / réalité politique

- Peuple comme population définie objectivement par la race, le territoire, la langue, la culture (quatre niveaux d'objectivité prétendument de moins en moins forts).
- Le peuple comme lieu d'un consensus politique et lieu d'une Nation et d'un État, dépassant tous les clivages objectifs par un vouloir-vivre commun ; ce sont des valeurs partagées qui structurent ce peuple.
- Classe inférieure / classe rédemptrice
 - La condition économique qui lui est faite avilit le peuple, le cantonne dans l'asservissement, le mépris, l'échec, l'ignorance.
 - Ce peuple dans son avilissement est la condition du salut : l'expérience même de l'avilissement lui donne les moyens de se sauver (et peut-être de sauver les autres) : l'échec est source d'expérience, de prise de conscience et de salut (le peuple juif en exil, mais choisi par Dieu dans sa bassesse, le prolétariat selon Marx, le peuple allemand après le traité de Versailles en 1918-1943).
- Peuple traditionnel / peuple eschatologique
 - Peuple formé par son enracinement dans une terre, dans une tradition, dans une religion, qui lui confèrent une personnalité, des repères ; peuple défini par son passé.
 - Peuple formé par un idéal révolutionnaire et une prise de conscience des insuffisances du passé, des progrès à réaliser au nom d'un futur qui rassemble les volontés dans un même idéal.

En conclusion, l'opposition des sens est constante ; mais les sens ne sont pas opposés statiquement ; il y a un glissement constant d'un sens à l'autre : le peuple est à la fois celui qui sait et celui qui est ignorant, celui qui est méprisé et celui dont on doit attendre le salut, celui qui est pétri de déterminismes sociologiques et en même temps norme de la vie politique.

On pourrait se plaindre de cette ambiguïté, mais **on peut aussi, et c'est ce que l'on va faire, prendre cette ambiguïté comme la raison d'être de la notion de peuple** : c'est parce que l'on peut passer insensiblement d'un sens à l'autre que le terme de peuple a une fonction dans les discours - et peut-être est-ce l'ambiguïté même du *peuple* qui en fait une notion opératoire, ce qui reste à comprendre : pourquoi avons-nous besoin de dire à la fois que le peuple est désordonné, déterminé sociologiquement, ignorant, mais qu'il est aussi en même temps peuple organisé, lieu de souveraineté et sachant ?

Le peuple comme notion "dialectique"

Le point central est qu'il ne faut pas chercher à quoi, précisément, correspond le peuple, quelle est la réalité précise visée par ce terme ; il faut se demander à quoi servent la notion et le terme.

Pour le dire, je vais reprendre la liste antérieure d'oppositions afin de montrer en quoi elle structure l'utilisation du terme plus qu'elle ne manifeste de véritables contradictions.

- **Peuple inclusif / peuple exclusif**
Le peuple est à la fois ce qui me permet de revendiquer des droits et ce qui risque de me les ôter. Il y a dans cette opposition un point commun, la reconnaissance implicite que **le Droit est lié à la collectivité et non une réalité individuelle** : c'est dans un peuple et pour lui qu'un Droit existe, et c'est dans la mesure où je me situe par rapport à lui que je peux avoir part à ces droits.
Mais cette dépendance de l'individu par rapport au collectif est risquée : l'insertion dans une collectivité est condition de vie sensée, mais en même temps danger pour la liberté individuelle ; le collectif est en tension permanente avec l'individu et **c'est pour gérer cette tension que se crée la dimension proprement politique, gérante du rapport entre collectivité et individu**. Le peuple est bien la condition de la vie politique, du fait de cette tension.
- **Populace / peuple organisé**
Cette contradiction structure le « métier » (la vocation) de l'homme politique comme celle de l'éducateur : le peuple est à la fois source de tout pouvoir et de toute vérité, mais en même temps il est incapable de l'exprimer : il faut donc l'aider à accoucher de sa vérité. Leur « métier » est, non pas de donner, mais de permettre, l'expression et l'organisation de ce peuple, de le faire naître à lui-même. Réciproquement, c'est en se donnant une organisation que le peuple existe (de même que c'est en se donnant une organisation et des statuts qu'une association, un club, une bande prennent conscience de ce qu'ils veulent, de ce qu'ils sont, qu'ils se créent comme collectif et se structurent). Le peuple existe vers (pour) sa structuration, ce qui signifie aussi qu'il n'existe que tant que la structuration n'est pas totalement faite - et dans un peuple vivant, de fait, la structuration (ou l'État) est toujours à refaire. C'est en établissant des lois que le peuple se sent exister. **La politique (et l'éducation populaire) est ce qui permet au peuple d'exister comme créateur de ses propres structures, c'est-à-dire comme source du politique.**

- **Peuple sachant / peuple ignorant**

Le peuple sait, non pas d'un savoir préexistant qu'il posséderait une fois pour toutes, mais parce qu'il existe dans la constitution même du savoir qui le concerne. Personne ne peut savoir pour lui quel est son bien ; c'est dans la définition de valeurs qui sont les siennes que le peuple existe. Le peuple se construit dans le jugement sur les valeurs qui sont les siennes, jugement qui ne peut être reçu d'un homme providentiel, qui ne peut être que constitution progressive toujours à reprendre en fonction du changement des conditions de vie et adhésion à un projet autonome. Mais cette constitution du savoir est accueil autant que création : des valeurs sont proposées autour de lui, par les autres peuples, par des cultures différentes, par des hommes politiques, et **c'est dans la confrontation à ces autres cultures, pour les juger, que le peuple définit progressivement son propre savoir.**

- **Réalité sociale / notion idéale**

Les déterminismes qui constituent le peuple comme réalité sociale l'incarnent dans une condition précise, différente de celle des autres peuples. Le propre de la vie démocratique est de tenir compte de ces conditions sociales : c'est tel peuple avec ses conditions d'existence, ses représentations, ses « désirs », ses formes de violence qui doit se donner un système de loi et se créer comme État, qui doit parvenir à garder comme norme le peuple idéal. La vie politique n'est pas hors de ces déterminismes, des groupes de pression, mais dans leur prise en compte. Il y a un danger constant de mépris de la politique au nom d'une pureté qui se passerait des déterminismes et des violences, alors que **la vraie politique est celle qui se fait de la matière même des déterminismes du peuple. Ici encore, le passage de l'un à l'autre est la tâche que se donne la « démagogie », la conduite du peuple par la politique, l'éducation (populaire) et l'action culturelle : on se sert de déterminismes pour accéder au-delà des déterminismes.** C'est l'idéal de la Communication (ou la communication idéale) que de constituer le peuple, c'est-à-dire de le manipuler pour qu'il ne soit plus manipulable.

- **Réalité géographique/ réalité politique**

Les déterminismes territoriaux, linguistiques, culturels etc. existent (cf. Montesquieu) mais ils n'ont pas de sens en eux-mêmes ; ils prennent sens par leur prise en compte comme valables, comme sensés, comme constitutifs par le peuple, qui se constitue en donnant importance à tel déterminisme géographique. De multiples exemples existent (Liban, Belgique, Kosovo) où le multiculturalisme, la multi-religiosité est à un moment une valeur structurante, puis devient une anti-valeur. Ce qui importe dans la vie d'un peuple, ce n'est pas le déterminisme seul, mais aussi la façon dont ce déterminisme est symbolisé. Le danger des fascismes est de donner l'illusion que le peuple existe en dehors de cette symbolisation, et que le déterminisme seul joue pour constituer le peuple ; la pratique même du fasciste dénonce ce qu'il fait croire : il donne une fonction hyper-symbolique à un seul facteur (race, territoire, etc.), alors que le démocrate aide à prendre conscience de la place de l'interprétation humaine dans la création des symboles. La culture est aussi prise de conscience de cette dimension de symbolisation (partiellement) artificielle.

Cette culture peut être facilitée dans le monde moderne par la multiplicité des « géographies » : l'appartenance de chacun des individus à différents groupes peut aider à **prendre conscience que le peuple est constitué artificiellement à partir de multiples appartenances (liens du groupe professionnel différents des liens du groupe d'habitat, de loisirs, de religion, de tendance politique, etc.).** Il n'y a plus dans le monde moderne de peuple monolithique, mais un peuple qui refait constamment son unité à partir des appartenances nombreuses.

Le danger existe dans le monde moderne que des parties du peuple soient effrayées par cette diversité qui individualise chacun dans le groupe et ne lui garantit plus la sérénité d'une appartenance unique à un peuple monolithique ; on risque alors de chercher à recréer une identité contre la diversité ; ici encore le fascisme se trahit (ou se masque) alors par la tentative de recréation d'une appartenance unique des individus au même parti, à la même religion, au même loisir, etc. Contre cette fausse assurance qui sclérose le peuple en lui ôtant son moteur (la différence), il faut peut-être agir sur les deux composantes du peuple : la diversité doit peut-être être provisoirement limitée, mais surtout **la culture populaire doit permettre la prise de conscience que la diversité est constitutive du peuple moderne.**

- **Classe inférieure, classe rédemptrice**

Le peuple se constitue autour d'une « prise de conscience » partagée à travers un processus, une histoire qui constituent un ciment et sont source de projets, de responsabilités, d'idéaux en réaction contre les épreuves subies (cf. l'enthousiasme du peuple français pour certaines réformes au sortir de la guerre). Mais ici encore cette « réaction » peut être mal orientée, et les valeurs que l'on se donne peuvent être illusoire, parce qu'uniquement « réactives » et non réfléchies (le nazisme est né des déconvenues de la guerre de 14-18) ; il est parfois trop facile de se croire peuple rédempteur, chargé d'apporter au monde la vérité. Le fascisme ne peut être évité que si la réaction est réfléchie, médiatisée par une prise en compte de l'histoire, une prise en compte des autres cultures, etc. **Une culture doit être populaire en ce que cette forme de savoir historique**

puisse être partagée et non le seul fait d'élites ; c'est alors seulement que les enthousiasmes réactifs, moteurs nécessaires de l'histoire, peuvent gagner en maturité.

- **Peuple traditionnel / peuple eschatologique**

La « réaction » contre ce qui existe, la « révolution », n'est pas seulement le refus de la tradition existante ; elle en est aussi la reprise sous une autre forme. On connaît la réaction de l'adolescent qui s'oppose à la tradition de sa famille, mais qui, dans sa réaction, reprend inconsciemment les valeurs les plus fondamentales du milieu auquel il s'oppose. Il en va de même, sans doute, des peuples qui ne réagissent à la tradition que dans le cadre de cette tradition (on ne fait jamais totalement table rase du passé). **La prise de conscience de ce fait caractérise l'adulte par rapport à l'adolescent ; elle caractérise aussi le peuple adulte qui doit se cultiver pour éviter que la réaction ne soit illusion de nouveauté radicale, mais « reprise » de la tradition en une forme corrigée : la culture permet de moins mal maîtriser son histoire.**

On a vu le danger permanent qu'il y a - c'est la caractéristique du fascisme - à prendre le peuple pour une réalité stable. **Le peuple est un mouvement qui se définit par sa constitution jamais achevée, mouvement entre les différentes tensions qui circonscrivent son champ d'action. Ce mouvement est une réaction, une prise en compte des déterminismes (sociaux, géographiques, historiques...), une prise en compte des diversités inter-individuelles pour en faire un lieu de sens grâce à une symbolisation aussi consciente que possible, pour aboutir aussi à une structuration en entité politique vivante.** Le peuple n'existe que dans cette équilibre instable, toujours à refaire, car la géographie, l'histoire, les individus, l'environnement changent. Le peuple est vivant et, comme tout vivant, il doit s'adapter à son environnement. La culture est l'adaptation même à cet environnement ; comme il s'agit de l'adaptation d'un vivant humain et intelligent, cette adaptation passe par la réflexion. **La culture populaire est ce qui permet au peuple de s'adapter de façon humaine à son environnement changeant, sans se croire jamais arrivé.**

Jean-Michel Vienne

Jean-Michel Vienne a enseigné à l'Université de Nantes, en particulier dans le cadre de la formation de travailleurs sociaux. Son travail de recherche porte sur la philosophie anglaise (traductions et publications sur John Locke).

Le jour où le peuple prendra place parmi les urgences

Le corps du travailleur n'intéresse pas l'employeur, c'est chose dite. Mais la rentabilité du corps du travailleur est tout à fait pensée, elle est planifiée et fait l'objet de recherches avancées et de technologies possibles.

Pourquoi cette étrange séparation ? Il faut peut-être simplifier, mais pourtant il faut comprendre que depuis longtemps, du XVIIIe au XXe, avec un XXIe siècle particulièrement pesant en ce domaine, **le peuple est de toute façon impopulaire**. Ce n'est ni un jeu de mot, ni une facilité rhétorique, mais une réalité.

Oui, le peuple est impopulaire, déjà dans la propre représentation qu'il se fait de lui-même.

Qui aimerait dire, sans une certaine provocation ou résignation, qu'il est du peuple, celui qu'on dit « d'en bas » aujourd'hui ? Et même si le Premier ministre Raffarin ne cesse de dire qu'il se préoccupe de la France d'en bas, tout le monde pressent que cette acception « d'en bas » est inadmissible et que personne ne tient, peu ou prou, à en faire partie.

Peut-être faut-il remonter au XVIIIe siècle : à cette époque, il n'était pas besoin de dire que le peuple était « d'en bas » puisqu'il était caractérisé par le mot « imbécile », c'est-à-dire faible et sans raison. De là, voit-on bien l'héritage incertain qui pèse sur nos épaules ? Impopulaire, le peuple le fut au XVIIIe siècle, bien sûr, mais aussi après la Révolution, au moment de l'industrialisation. A cette époque, il n'avait pas pour synonyme l'adjectif « imbécile », mais il était le symbole même de la dégénérescence et du vice. Bien entendu, les usines fonctionnaient grâce à lui, mais ce travail si dur que l'ouvrier cherchait à compenser par distractions et parfois ivresse n'était pas reconnu comme une qualité.

L'état de pauvre, de peuple et d'ouvrier devenait l'état même de l'hébété, du manque d'hygiène, de la souillure, de la débauche et de la dégénérescence.

Tout ceci laissa de profondes marques encore existantes aujourd'hui : personne ne peut vraiment se séparer de stigmates aussi percutants. Et si, aujourd'hui, le peuple est impopulaire, ce n'est plus parce qu'il serait couvert de fautes, de vices, de mauvaises intentions. Peut-être même est-ce plus grave ? Voici le peuple si impopulaire qu'on ne prononce plus son nom, qu'il est effacé du vocabulaire. Comme par magie. Rien de plus impopulaire que de prononcer le mot peuple ou même celui de « classes populaires ». Si jamais, en cours, en conférences ou en séminaires ce mot est prononcé, un frémissement parcourt l'assemblée : qui donc est si archaïque et dépassé pour parler encore de cette réalité-là ?

Comment énoncer : oui, le peuple existe, les ouvriers sont six millions, sans être taxé de populisme, d'ancienneté, sans être mis au rebut pour être décidément resté si en arrière. Devant cette opposition si forte, cette dénégation si actuelle, cette euphémisation du vocabulaire, il faut beaucoup de ténacité, ainsi qu'une nouvelle croyance dans un monde politique qui saurait dire enfin qu'il a affaire à un monde divisé, hiérarchisé socialement, et que c'est bien de cette séparation et sur cette division qu'il va réfléchir puis agir. Le peuple dit impopulaire ne pourra parvenir à sa dignité que si quelque part il redevient populaire, c'est-à-dire si, soudain, il prend place parmi les urgences, et s'il secoue le libéralisme ambiant de son béat sommeil enivré.

La tâche est sans doute longue, mais elle est possible. Rien n'est définitif et l'histoire est imprévisible. Comment ne pas penser qu'un jour, peut-être, le peuple lui-même saura prendre en charge sa propre dénomination sans la laisser être confisquée par autrui.

Arlette Farge

Arlette Farge est historienne, co-productrice des *Lundis de l'Histoire* sur France Culture. Parmi ses derniers ouvrages : *Le Bracelet de parchemin : l'écrit sur soi au XVIIIe Siècle*, Bayard, 2003, *L'Histoire des femmes en Occident* (vol' 3, dir.), Perrin, 2002.

Le peuple instrumentalisé

Chronique de *L'illusion populiste* 1 de Pierre-André Taguieff. 2

Le "peuple" relève d'une grande diversité de sens selon les contextes historique, politique et géographique ainsi qu'en fonction de l'identité de ceux qui l'emploient. Du latin *populus*, le mot peuple est généralement utilisé aujourd'hui pour désigner trois cas de figure :

- un ensemble d'hommes et de femmes composant un pays ou une nation,
- la partie la moins favorisée d'une société
- et enfin un ensemble de gens formant une foule ou la populace.

Ainsi, le *peuple* peut très bien nommer un ensemble de citoyens organisés. Dans ce cas, le terme *peuple* (nation, entité spécifique) tend à souligner une "vertu collective". Le peuple est, selon le dictionnaire, composé d'un ensemble d'être humains vivant en société, habitant un territoire clairement défini et ayant en commun une culture, un certain nombre de coutumes et d'institutions.

Mais le peuple peut aussi, en fonction des situations, notamment lors de moments historiques conflictuels, pré-insurrectionnels, révolutionnaires ou de métamorphoses sociales (comme ces dernières années en Europe), faire référence aux plus humbles et miséreux, c'est-à-dire à la plèbe voire aux gueux. Ici, le peuple apparaît alors comme pathogène, potentiellement violent, irrationnel et dangereux.

Quoi qu'il en soit, dans ce contexte polysémique, au sein de la modernité où les notions d'individu et d'égalité sont devenues des valeurs nodales, que l'on considère le "peuple" dans sa dimension "totale" (*populus*) ou populaire (la plèbe), celui-ci est la cible privilégiée de **tentatives d'instrumentalisations politiques, démagogiques, mythologiques, voire racistes, notamment lorsque le peuple est considéré comme un fait de nature immobile plutôt que l'expression de faits culturels en mouvement permanent.**

C'est justement, pour faire face à des dynamiques mortifères et penser la complexité politique du peuple et son utilisation stratégique (appel ou rejet) que Pierre-André Taguieff nous invite dans son livre sur *L'illusion populiste* à définir politiquement - dans un langage acerbe, quelquefois méchant et blessant pour rompre volontairement avec le "politiquement correct" - ce que signifient actuellement les mobilisations "populistes" ou "national-populistes" au sein de la société d'information dans un environnement politique caractérisé, « en Europe, par la poussée électorale des partis anti-système ».

Au cours de l'histoire politique française, « on observe, souligne Taguieff, une oscillation entre la diabolisation et l'angélisation » du peuple. D'un côté, des démagogues de droite et de gauche flattent le peuple considéré comme bon et victime des puissants et des riches mondialisés et cosmopolites. D'un autre côté, des puissants, des riches et une partie de l'élite intellectuelle assimilent le peuple au prolétariat, voire au sous-prolétariat et aux pauvres jugés incultes et imprévisibles ; le peuple incarne alors « sa figure négative, celle des classes jugées plus dangereuses que laborieuses »³ qu'il s'agit de neutraliser.

Sortir du sens commun

Au-delà du cadre hexagonal, face à la montée en Europe, ces dernières années, du vote national-populiste ou plus exactement des "partis anti-partis" ou "anti-système"⁴ (défense de l'identité nationale, xénophobie anti-immigrés, rejet de l'Europe et de la mondialisation souvent sur un mode antisémite), Pierre-André Taguieff nous invite à sortir d'une dénonciation morale, essentialiste et globalisante de ces phénomènes bien souvent renvoyés à des expressions repoussoirs, déshistoricisées et utilisés pour faire peur comme "fascisme", "racisme" et "xénophobie".

Pour Taguieff, « Les usages récents du mot *populisme* semblent avoir pris le même pli que ceux de "fascisme" et de "nationalisme" dans le langage ordinaire : le suremploi polémique a fait de ce terme une étiquette disqualificatoire et un opérateur d'amalgame permettant de stigmatiser, en rassemblant abusivement, un certain nombre de phénomènes sociopolitiques ou de leaders jugés détestables ou redoutables par celui qui les dénonce. »⁵

Il est nécessaire de dépasser ces "illusions consolantes" faussement explicatives et rationnelles des phénomènes populistes caractérisés par l'instrumentalisation du terme "peuple" idéalisé et dénoncé. Effectivement, en utilisant la thèse de la "résurgence du fascisme", « on réduit l'inconnu au bien connu faisant ainsi l'économie d'un grand effort intellectuel »⁶ et pourtant nécessaire.

Dans ce cadre, d'après Taguieff, le réveil de l'antifascisme dénonçant cinq millions de fascistes ayant voté Le Pen peut ressembler à « un carnaval des "ringards" du "fascisme" ou du "néo-fascisme", dénoncés par des "antifascistes" d'outre-tombe, en version "anar" ou "caviar" »⁷.

Pour Taguieff, « la "guignolisation" ⁸ de la vie politique française n'est pas étrangère à la montée des extrêmes, celle des jeunes en particulier, elle n'est donc pas étrangère à la montée des extrêmes du côté lepéniste comme du côté "trotskiste", ces deux formes concurrentes du populisme prolétarien, dont la vulgate "antimondialisation" constitue le moteur commun »⁹.

Revenir à l'analyse politique

Ainsi, la montée des extrémismes politiques est soit démonisée, soit tournée en dérision. La mode est au « mépris de tous par tous » et à l'esthétisation du cynisme et d'une certaine forme de nihilisme politique. Taguieff cite ainsi une formule de Carlyle qui paraît bien au goût du jour : « Je vomis les classes dirigeantes et les classes dirigées me dégoûtent »¹⁰. Dès lors, pour Taguieff, « les postures sont prévisibles : face à un événement tel que la percée électorale

de Le Pen à l'élection présidentielle en 2002, ceux-là ricanent, ceux-ci condamnent. Or, ce qui importe, c'est d'expliquer et, si possible de comprendre »11.

Comment donc interpréter la montée dans plusieurs pays d'Europe (Autriche, Italie, Belgique, Suisse, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Hongrie, Roumanie, Allemagne.) depuis les années quatre-vingt de "partis antipartis" venant ainsi rompre les clivages traditionnels entre la gauche et la droite, les travaillistes et les conservateurs, les libéraux et les conservateurs, les sociaux démocrates et les libéraux, etc.?

Dans l'ensemble de l'Europe, ces formations politiques ont des points communs : « ces mouvements ou ces partis politiques, en conflit plus ou moins radical avec tous les autres, sont dirigés et incarnés ordinairement par des tribuns télégéniques, situés hors des catégories balisées du binarisme en cours dans le système politique. Figures de sauveurs autant que de vengeurs, qui se signalent et s'imposent par leur discours politiquement incorrect, lequel séduit par sa force provocatrice, tranchant sur le mélange de moralisme et de technocratie dont est fait le langage des "élites communicantes" »12.

Au "ni droite ni gauche", ces démagogues développent de nombreuses idées souvent contradictoires : libéralisme économique et nationalisme ethnique ; libre échangeisme et protectionnisme ; xénophobie anti-immigrés et défense de l'Etat-providence ; rejet des élites et peurs identitaires ; refus de la classe politique nationale classique et de la classe "expertocratique" transnationale ; anti-fiscalisme et inquiétudes sécuritaires...

Quoi qu'il en soit et malgré le mélange d'archaïsme et d'exploitation médiatique de ces leaders, « dans tous ces mouvements ou ces formations l'on peut voir l'émergence d'une extrême droite modernisée, littéralement **postfasciste** et non plus néo-fasciste. Les votes en faveur de ces partis hautement personnalisés sont des votes de rejet et de rupture, des votes anti-système. Des votes de protestation sans espoir, plutôt que des votes d'adhésion »13.

Pour Taguieff, « ce qui menace le système politique des démocraties libérales/pluralistes, c'est la possible alliance des exclus, des déçus et des vaincus »14 soit par le vote extrémiste, soit par l'abstention. Ainsi, il est salutaire de rappeler que les violences racistes et antisémites ne sont pas le fait seulement des milieux d'extrême droite en France. Beaucoup de violences antijuives sont produites par des jeunes issus de l'immigration eux-mêmes très souvent victimes de discriminations ethniques15.

Les votes nationaux-populistes sont également des votes anti-mondialisation. La mondialisation est en effet perçue comme un facteur d'insécurité majeur :

- les flux migratoires ont des effets négatifs sur les phénomènes d'insécurité dans les grandes villes et dans les zones périurbaines. En fait, l'immigration est à la fois perçue comme un facteur important d'insécurité et de délinquance - notamment de la part des jeunes d'origine étrangère - et comme une cause centrale de la perte d'identité que vivent les nationaux ;
- la mondialisation est également perçue comme "sauvage" d'un point de vue économique car « elle produit une accélération/restructuration dont la résultante vécue est le chômage et la précarisation de l'emploi »16.

Des faits reconnaissables

Néanmoins, le populisme se caractérise par un "noyau dur" : c'est l'appel démagogique au peuple faisant « appel à l'affectivo-imaginaire en l'homme, plutôt qu'aux facultés intellectuelles de l'animal doué du logos »17.

La plupart des études savantes sur le populisme rapportent que l'un de ses aspects fondamentaux est « la mobilisation du "peuple" (foibles, masse, publics, opinion) contre l'establishment politique et intellectuel »18. Par ailleurs, chaque forme de populisme est spécifiée par un cadre national et un moment historique précis. Ainsi, il existe actuellement le "télépopulisme", « phénomène socio-politique façonné par les nouvelles technologies de l'information et de la communication »19.

En définitive, **le populisme est intimement lié à la notion de peuple idéalisé**. Dès lors, Taguieff pose ces questions : « ne peut-on, plus largement, faire l'hypothèse que le populisme est quelque chose comme la démagogie propre à l'âge démocratique, qui, se confondant avec l'époque "moderne", suppose le sacre du "peuple" (people, narod, volk, pueblo, popolo, etc.), et/ou le respect inconditionnel du principe de la "souveraineté du peuple" ? Il s'ensuit que le populisme semble inconcevable sans référence à l'idée de souveraineté populaire et/ou nationale. »20.

« Mais si le populisme implique d'idéaliser ou d'absolutiser le peuple", de quel peuple s'agit-il ? Du peuple-classe, du peuple-nation, du peuple-ethnie ? »21

Dans tous les cas, pour Taguieff, « en tant que terme péjoratif, "populisme" constitue une catégorie polémique qui fait pont entre deux systèmes distincts : d'une part, le nationalisme et la politique des identités ; d'autre part, la démagogie et la manipulation de l'opinion, de l'information, de la communication. L'appel au peuple constitue en effet le geste commun d'une mobilisation nationaliste et d'un acte ou d'une entreprise démagogique. »22.

En effet, le populisme peut aussi être défini comme un style politique. Il est ainsi intéressant de noter que « le populisme ne s'incarne ni dans un type défini de régime politique (une démocratie ou une dictature peuvent présenter une dimension ou une orientation populiste, avoir un style populiste), ni dans des contenus idéologiques déterminés (le "populisme" ne saurait être considéré comme une grande idéologie parmi d'autres : il peut s'ajouter à n'importe laquelle d'entre ces dernières, les colorer, les nuancer ou les durcir, leur conférer une cible ou une orientation). »23.

Dès lors, on peut mettre en évidence la continuité du populisme dans ses différentes figures politiques24 (nationaliste, socialiste, islamiste) et agraire25. **Dans toutes ces situations, le populisme contribue, d'une part, à dévaloriser les élites traditionnelles (syndicats, bureaucrates, fonctionnaires) qui sont les intermédiaires entre les masses et les dirigeants et s'affirme, d'autre part, en tant que victime de puissances cosmopolites.**

Pour les populistes, il s'agit alors de réaffirmer une nouvelle classe d'intermédiaires mais cette fois légitimée par eux.

Une communauté de citoyens éclairés

Dans un contexte de métamorphose socio-politique (affaiblissement des Etats-nations, mondialisation économique) les réactions populistes (de droite ou de gauche), autrement dit l'appel au "peuple", sont pour Taguieff une manière antipolitique de faire de la politique. « Le temps du populisme est un temps mythique et l'action populiste relève de la magie politique »²⁶, donc de la démagogie. Face à cette tentation populiste Taguieff en appelle donc à une "éthique de responsabilité" pour préserver la démocratie pluraliste.

Cependant, le pluralisme politique ne se résorbe pas dans une "gouvernance consensuelle".

Idéalement, il faut que les débats politiques nécessairement conflictuels entre la droite et la gauche s'exercent véritablement et démocratiquement.

En outre, face aux acteurs sociaux et politiques célébrant la démocratie participative, Taguieff rétorque que la démocratie représentative (même imparfaite) n'a pas à être détruite pour qu'advienne une utopique démocratie post-représentative, tout simplement parce que la démocratie représentative peut s'améliorer elle-même. Le civisme démocratique est en effet autocorrectif. **Enfin, Taguieff rejoint les croyances des fondateurs des mouvements**

d'éducation populaire : « pour que le peuple se gouverne lui-même sans dériver vers la tyrannie du plus grand nombre, il faut et il suffit qu'il devienne une communauté de citoyens éclairés »²⁷ **Pour combattre les populismes, préserver la démocratie menacée par l'emprise du marché et la tentation communautariste, il s'agit alors de réaffirmer des principes républicains et de favoriser une méthode de formation au "métier de citoyen".**

On peut être en désaccord avec les propositions politiques "hyper-républicaines" et légitimistes de Taguieff pour faire face au **populisme également analysé par Michel Wieviorka comme une réponse fusionnelle aux mutations sociales**²⁸.

Mais, en définitive, son analyse exigeante et pédagogique²⁹ a au moins le mérite de montrer que ce terme, désormais devenu repoussoir, ne doit pas masquer une co-responsabilité individuelle et collective vis-à-vis de l'expansion contemporaine d'un processus réellement inquiétant pour la démocratie et la liberté de chacun. Les populistes ne sont effectivement pas forcément les autres³⁰. Il nous faut également prendre garde aux idées élitistes et essentialistes qui, sous prétexte de dénoncer le populisme, cachent, dans la pratique, la crainte des dominants vis-à-vis du peuple considéré sous l'angle unique de la populace. En effet, au XIXe siècle les classes dirigeantes cherchant à maintenir leur pouvoir exprimaient leur peur des "rouges"³¹ ou des "races dégénérées"³² en tentant de trouver des solutions de pacification, notamment par le traitement de la "question sociale". On peut se demander si, au début XXIe siècle, la crainte du "choc des civilisations" et des peuples "barbarisés" (les habitants du tiers-monde, les populations de tradition musulmane, les habitants des banlieues périphériques ghettoisées d'Occident...) communiquée par les classes dominantes mondiales, ne dissimule pas en réalité leur forte appréhension devant la remise en cause de l'ordre établi par des acteurs populaires qui mobilisent une multiplicité de logiques subversives pour changer leur condition de "dominés".

Manuel Boucher

1- P-A. Taguieff, *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris, éd. Ber international, 2002.

2- Philosophe, politologue, historien des idées et spécialiste du racisme et de l'antisémitisme, P-A. Taguieff est directeur de recherche au CNRS (Cévi-pof) et enseigne à l'Institut d'études politiques de Paris.

3- Ibid., p. 9.

4- Par exemple, en France, le 21 avril 2002, le leader national populiste Jean-Marie Le Pen fait 17,79% des suffrages au second tour de l'élection présidentielle.

5- Ibid., p. 39.

6- Ibid., p. 12.

7- Ibid., p. 13.

8- L'emploi de ce terme fait référence à une émission de télévision très célèbre en France diffusée sur la chaîne « CANAL + » où depuis quinze ans, les hommes politiques sont caricaturés en marionnettes.

9- P-A. Taguieff, op. cit., p. 13.

10- Ibid., p. 13.

11- Ibid., p. 14.

12- Ibid., p. 14.

13- Ibid., p. 14.

14- Ibid., p. 15.

15- Cf. P-A. Taguieff, *Prêcheurs de haine*, Paris, éd. Mille et une nuit, 2004.

16- P-A. Taguieff, 2002, op. cit., p. 15.

17- Ibid., p. 21.

18- Ibid., pp. 26- 27.

19- Ibid., p. 29.

20- Ibid., p. 31.

21- Ibid., p. 31.

22- Ibid., p. 40.

23- Ibid., p. 80.

24- Le populisme politique est un ensemble d'attitudes, d'activités et de techniques fondé sur un appel au peuple. Ce type de populisme est lié à la mobilisation des masses.

25- Le populisme agraire est un ensemble de doctrines et de mouvements radicaux qui s'intéressent aux intérêts des paysans et des petits fermiers. Ce type de populisme, historiquement développé aux Etats-Unis et en Russie au XIXe siècle, trouve sa source dans la modernisation économique.

26- P-A. Taguieff, 2002, op. cit., p. 175.

27- Ibid., p. 178.

28- Cf. M. Wieviorka, *La démocratie à l'épreuve*, Paris, éd. La Découverte, 1993, p. 160.

29- Cf. P-A. Taguieff (dir), *Le retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, éd. Universalis, 2004.

30- Aujourd'hui, on peut constater qu'en France, dans un contexte de mondialisation et d'augmentation du sentiment d'insécurité sociale, civile et culturelle, les arguments populistes sont mobilisés par une diversité d'acteurs se situant à différents niveaux politiques et sociologiques : - à droite, des petits employés, des commerçants, des ouvriers et des personnes précaires sont tentés par le leader national-populiste. Le Pen et plus généralement,

par un retour à l'autoritarisme (traitement sécuritaire des questions sociales, retour à l'Etat gendarme) ; - à gauche, un ensemble de personnes, de mouvements et de partis participe au renouvellement du populisme agraire et du populisme anti-impérialiste ou même à l'émergence d'un .populisme altermondialiste ; - au sein de la population immigrée ou d'origine étrangère, des personnes .déclassées. et/ou .acculturées. qui ne sont plus des ouvriers (perte de la conscience de classe) mais davantage des .exclus. ont un fort sentiment de frustration (victimes des discriminations et de la stigmatisation) et sont séduites par une sorte de .populisme islamiste. Ou .néo-communautaire..

31- Cf. D. Lejeune, *La peur du .rouge. en France*, Paris, éd. Belin, 2003.

32- Cf. P-A. Taguieff, *La couleur et le sang. Doctrines racistes à la française*, Paris, éd. Mille et une nuits, 1998.

citation de Michel

Wieviorka extraite d'un livre collectif, *Raison et conviction, l'engagement*, qui aurait pu être le titre de notre Université d'été, l'objectif de notre action c'est "élever la capacité des individus à devenir des acteurs à part entière de leur propre existence". Qui peut mettre en oeuvre un tel chantier, sinon l'éducation populaire ?

Conditions et exigences nouvelles de l'engagement

L'engagement ne se confond pas avec la révolte. Il implique une réflexion et une prise de position dans une situation historique déterminée pour une cause ou un mouvement que l'on estime juste. L'affaire Dreyfus, la guerre d'Espagne, la Résistance, le combat contre les guerres coloniales.... constituent autant d'événements et d'engagements qui ont marqué le siècle. Force est de constater que l'engagement n'est plus ce qu'il était. Cela n'implique pas la nostalgie mais l'exigence de lucidité sur la période historique bien particulière dans laquelle nous nous trouvons, afin d'envisager les conditions nouvelles de l'engagement aujourd'hui.

Une nouvelle donne historique

Au cours de ce siècle, l'anticonformisme, la révolte contre le moralisme et l'hypocrisie ont rencontré, à un moment donné, la critique sociale et politique. Nombre d'artistes, écrivains, philosophes... se sont retrouvés aux côtés des mouvements et des partis qui entendaient renverser le capitalisme. La thématique révolutionnaire a pu ainsi rassembler sous son drapeau révolte existentielle, dénonciation éthique du "désordre établi" et perspectives politiques visant l'instauration d'un autre régime ou d'un autre type de société. Le communisme, dans la mesure où il prétendait pouvoir incarner la synthèse entre le mouvement social, la culture et la politique, a pu constituer un pôle d'attraction. Certains ont cru même faire porter à la politique l'ambition prométhéenne de "changer la vie", en tentant de réconcilier Marx et Rimbaud, ce qui, on en conviendra, n'a rien d'évident. Ces idées n'en ont pas moins marqué profondément le siècle.

Mai 68 constitue un tournant : il condense les principaux traits des révoltes et des

engagements passés, en même temps qu'il fait surgir des aspirations nouvelles et fait entrer la société dans une nouvelle étape historique.

C'est toute une représentation de l'histoire, qui se déployait en référence à une culture commune et selon une ligne de progrès dont la Révolution française constituait comme le coup d'envoi initial, relayé le siècle suivant par le mouvement ouvrier, qui va finir par être en question.

La fin des années soixante-dix marque plus précisément le début des "années orphelines"¹ : les idées de révolution et de communisme, voire de socialisme, sont contestées au regard des réalités des régimes qui s'en réclament ; l'heure est alors à une relecture critique sous l'angle du totalitarisme.

L'expérience de la gauche au pouvoir, le ralentissement de la croissance et le développement massif du chômage sont venus s'ajouter à ce qu'il faut bien considérer comme une sorte de grande désillusion.

Depuis Mai 68, le contexte culturel de la révolte a lui aussi changé. Nombre d'idées issues de Mai, qui ont joué un rôle émancipateur face au moralisme de l'époque, à la bureaucratie et aux pouvoirs sclérosés, se sont trouvées intégrées dans de nouveaux discours dominants et ont débouché sur un nouveau conformisme. Peut-on s'élever contre la "modernisation", "l'autonomie", la "convivialité", la "transparence"... que l'on retrouve dans nombre de discours et de pratiques manipulatrices ? Que faire

Jean-Pierre Le Goff, sociologue*

*et président du club Politique
Autrement, dresse quelques
pistes pour le renouveau de
l'engagement.*

”

1 - Jean-
Claude
Guillebaud,
Les années
orphelines,
Seuil, Paris
1978.
* *Derniers
ouvrages
parus* : Mai
68, l'héritage
impossible, La
Découverte,
1998 ; La
barbarie
douce, La
Découverte,
1999.

Des exigences nouvelles

Les conditions de l'engagement ont donc profondément changé. Depuis la fin des années soixante-dix, les utopies et les grandes idéologies sont en crise et avec elles la référence à un "mouvement ouvrier". La révolte contre l'injustice et l'ordre établi, si elle est bien toujours présente, ne trouve plus à s'intégrer comme dans le passé dans une conception du monde et de l'histoire, impliquant un autre type de société. Cela n'invalide pas les actions et les luttes contre l'injustice, dans le domaine du travail, de l'exclusion, du logement ou de l'environnement... Mais ces luttes dans tel ou tel domaine particulier ne nous paraissent

pas pour autant former un tout cohérent, porteur d'alternative à l'échelle de l'ensemble de la société.

Repenser l'engagement aujourd'hui implique précisément de prendre pleinement en compte cette situation : nombre de conceptions et de schémas anciens sont en crise, ils n'en finissent pas de se décomposer, sans qu'on aperçoive les signes d'un renouveau global qui redonne une consistance forte et durable à l'engagement. La révolte contre les injustices sociales et l'oppression n'attend pas, mais si l'on veut aller au-delà de la révolte, cela implique des exigences nouvelles de reconstruction. Les discours dominants se sont recomposés, de nouvelles idéologies voient le jour qui n'entrent pas forcément dans les schémas du passé. Il importe précisément de favoriser une analyse critique de ces idéologies et de la "barbarie douce" qui se multiplie dans les sociétés développées. Cette analyse doit pouvoir s'accompagner dans le même temps d'un travail de réappropriation critique de notre héritage culturel et d'une confrontation avec les nouveaux défis du présent (travail, école, formation, culture, environnement...), afin de pouvoir élaborer des réponses nouvelles.

Quelle éducation populaire ? quelle citoyenneté ?

C'est dans ce cadre que les idéaux premiers de l'éducation populaire peuvent retrouver une "seconde jeunesse". Mais encore s'agit-il de ne pas céder aux sirènes du modernisme et de la fuite en avant. Le langage est aujourd'hui envahi de clichés

et de formules toutes faites
qui ne sont jamais interrogés
et s'intègrent au nouvel "air
du temps". Dans la frénésie de
communication et la
confusion dans laquelle nous
baignons, l'exigence de la
parole sensée et argumentée,
qui sait prendre une distance
et raison garder contre les
conformismes, qu'ils soient
de droite ou de gauche, est
une impérieuse nécessité.
La "citoyenneté", actuellement
tant invoquée, ne se confond
pas avec l'expression de la
subjectivité débridée et des
bons sentiments. Elle
demande plus que jamais
d'être "éclairée" par une
éthique de la discussion et une
formation culturelle solide.
C'est la condition pour sortir
de la confusion ambiante et de
toutes les formes de
"politiquement correct", afin
de pouvoir se forger, en toute
connaissance de cause, son
propre point de vue.
Le développement de
formations culturelles de qualité
est, à nos yeux, une des
conditions du renouveau de
l'engagement dans une
situation marquée par nombre
de désillusions et face à un
monde en plein
bouleversement. Partager le
patrimoine culturel, développer
l'esprit critique, former des
élites populaires..., ces idéaux
premiers de l'éducation
populaire sont plus que jamais
d'actualité, pourvu que nous
sachions leur redonner un
nouveau dynamisme face aux
nouveaux conformismes et aux
défis du présent. Libre alors aux
individus de s'engager contre
l'injustice, l'oppression, la
xénophobie et le racisme...
dans les associations, les
syndicats et les partis qui leur
conviennent.

Jean-Pierre Le Goff